

# La consommation des ménages depuis quarante ans

## Perte de vitesse des dépenses traditionnelles

Élisabeth Rignols, division Synthèses des biens et services, Insee

**E**n quarante ans, la dépense de consommation par habitant a été multipliée par 2,7 en monnaie constante.

L'environnement du consommateur a changé : l'extension de la grande distribution, l'évolution des modes de vie, l'apparition de nouveaux produits ont modifié les comportements de consommation. La perte de vitesse des dépenses traditionnelles a été pour partie compensée par le dynamisme des produits à haute technologie. Ils ont pris le relais des appareils électroménagers, désormais largement diffusés.

Néanmoins, la plus grande partie du budget des ménages continue à être utilisée pour les dépenses alimentaires et le logement. Celui-ci a détrôné l'alimentation comme premier poste de la consommation depuis une vingtaine d'années.

En ajoutant aux dépenses effectivement supportées par les ménages celles qui sont financées par la collectivité, la santé est désormais le deuxième poste de consommation.

Se nourrir, se loger, s'habiller, se déplacer et équiper son logement : comme en 1960, les Français consacrent aujourd'hui la majorité de leur consommation à ces fonctions essentielles (*tableau*). Mais, en 40 ans, beaucoup de choses ont changé.

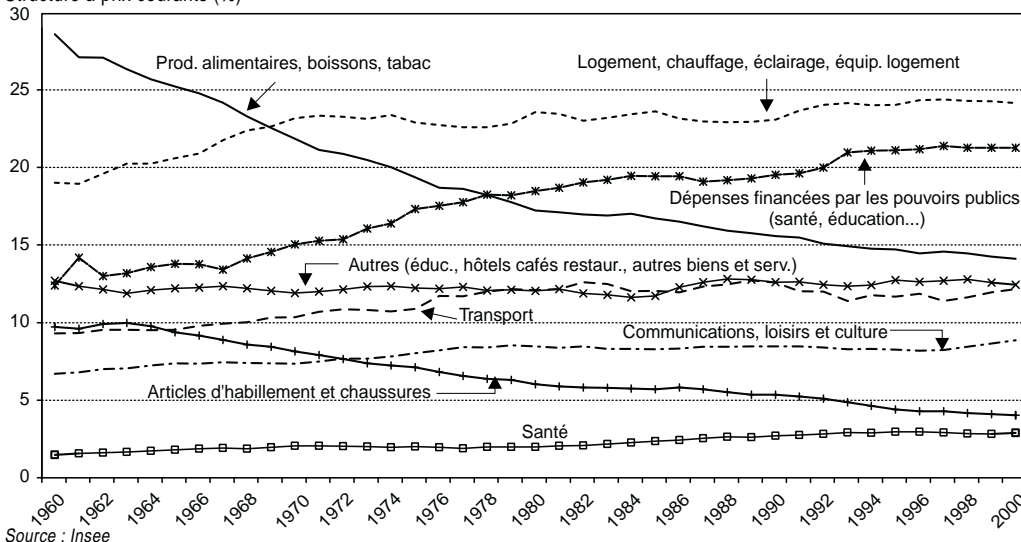
D'abord, la part prise par ces dépenses recule régulièrement, à l'exception du logement et des transports : elle passe de 61 % à 52 % de l'ensemble de la consommation des ménages. Hors logement, le recul est plus net : 51 % en 1960, 33 % en 2000. D'autres biens et surtout d'autres services occupent désormais une place plus importante dans la consommation des ménages, comme la santé ou les communications. Loisirs et culture progressent aussi.

L'alimentation a cédé la première place au logement depuis la fin des années soixante-dix. Les parts de l'alimentation et de l'habillement dans la consommation totale ont été divisées par plus de deux. Inversement, les parts du logement et de la santé ont été multipliées par deux.

La consommation financée par les pouvoirs publics (essentiellement la santé et l'éducation) a vivement augmenté depuis 1960. Sa part dans la consommation effective des ménages est passée de 12 % à plus de 21 % quarante ans plus tard (*graphique*).

### La consommation effective des ménages par fonction

Structure à prix courants (%)



La consommation constitue la principale composante du PIB - elle en représente plus des deux tiers - et elle évolue de façon assez régulière. Au cours des quarante dernières années, la consommation a toujours été en progression d'une année sur l'autre.

## La dépense de consommation des ménages a décéléré en volume

Entre 1960 et 2000, la dépense des ménages a été multipliée par 3,5 en volume. Dans le même temps, la population a augmenté de 30 %. Par habitant, la dépense de consommation en volume a ainsi été multipliée par 2,7 en quarante ans.

Sur cette période, la hausse de la dépense de consommation en volume a été en moyenne de 3,2 % par an, pour une inflation moyenne de 5,4 %.

Jusqu'au premier choc pétrolier, l'augmentation en volume de la dépense des ménages a été soutenue : 5,3 % par an

en moyenne, avec une inflation inférieure à 5 % l'an. La dépense des ménages en volume a ensuite fortement décéléré : la hausse annuelle moyenne n'atteignait plus que 2,6 % entre 1973 et 1984, avec une inflation à deux chiffres. La tendance au ralentissement de la consommation s'est accentuée au début des années quatre-vingt dix : 1,7 % entre 1986 et 1993. Après la crise de 1993, la dépense a augmenté, en moyenne, de 1,9 %, et les prix de 1,3 %.

## Les ménages s'intéressent de plus en plus aux produits des « TIC »

Les dépenses les plus dynamiques ont été celles en produits des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) : depuis 1960, elles ont augmenté de 11,6 % en volume par an. Sur la dernière décennie, elles expliquent plus de 30 % de la hausse de la dépense des ménages. Les achats de

ces produits ont été favorisés par des baisses de prix marquées : - 15,7 % en moyenne depuis 1990 pour le matériel informatique, par exemple. Sur l'ensemble de la période, les prix des TIC ont diminué de 0,3 % par an en moyenne, alors que tous les principaux postes de la consommation ont enregistré des hausses de prix.

Presque tous les ménages possèdent aujourd'hui un et même souvent plusieurs téléviseurs qui, après l'apparition de la couleur au début des années soixante-dix, font toujours l'objet d'innovations. Les deux tiers ont un magnétoscope, sur le marché depuis environ vingt-cinq ans, 60 % une chaîne hi-fi et 15 % un caméscope. Plus d'un ménage sur quatre est équipé d'un micro-ordinateur, la moitié d'entre eux étant de surcroît connectée à Internet. Les ventes de lecteurs de DVD, produits très récents, augmentent vivement. De même, les téléphones portables se diffusent très rapidement : près d'un ménage sur deux en possédait un fin 2000, et plus d'un sur dix plusieurs.

## 40 ans de consommation des ménages

	Part dans la consommation effective des ménages à prix courants					Valeurs 2000 en milliards d'euros	Évolution annuelle moyenne en volume (%)
	1960	1970	1980	1990	2000		2000 / 1960
Produits alimentaires, boissons non alcoolisées	23,2	18,0	14,5	13,1	11,4	110,1	2,3
Boissons alcoolisées, tabac	5,4	3,8	2,8	2,4	2,7	26,4	1,5
Articles d'habillement et chaussures	9,7	8,1	6,1	5,4	4,0	39,0	1,8
Logement, chauffage, éclairage	10,7	15,8	16,8	17,4	19,1	184,6	4,0
<i>dont : Location de logement</i>	5,6	10,5	10,0	12,0	13,6	131,4	4,3
<i>Chauffage, éclairage</i>	3,6	3,3	4,7	3,3	3,0	29,4	3,4
Équipement du logement	8,4	7,3	6,8	5,6	5,1	49,0	3,0
Santé	1,5	2,1	2,0	2,7	2,9	28,0	6,4
Transports	9,3	10,4	12,1	12,6	12,2	117,6	3,9
<i>dont : Achats de véhicules</i>	2,2	2,6	3,6	4,1	3,2	30,8	5,5
<i>Carburants, lubrifiants</i>	2,6	2,7	3,2	2,7	2,9	28,4	3,8
<i>Entretien</i>	2,3	3,0	3,1	3,5	3,5	34,2	3,0
<i>Transports collectifs</i>	2,1	1,7	1,7	1,7	1,8	17,0	2,4
Communications	0,5	0,6	1,3	1,5	1,7	16,9	9,4
Loisirs et culture	6,2	6,8	7,1	7,0	7,1	68,9	4,5
Education	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	4,8	2,2
Hôtels, cafés, restaurants	6,5	5,4	5,5	6,0	6,0	57,7	1,6
Autres biens et services	5,7	6,0	6,2	6,1	6,0	57,8	2,7
Total dépense de consommation des ménages	87,6	84,9	81,5	80,5	78,7	760,7	3,2
Dépense de consommation des ISBLSM <sup>1</sup>	1,1	0,8	0,7	0,7	0,9	8,8	1,4
Dépense de consommation des APU <sup>2</sup>	11,3	14,3	17,8	18,9	20,4	197,0	4,5
<i>dont : Santé</i>	4,1	5,9	7,7	9,0	9,7	94,0	6,2
<i>Éducation</i>	5,3	5,9	6,2	5,8	6,4	62,0	2,7
<b>Consommation effective des ménages</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>966,5</b>	<b>3,4</b>

1. Dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages en biens et services individualisables (organisations caritatives, clubs sportifs ...).

2. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables (cf. Définitions).

Source : base 1995, Insee

## Équipement du logement, loisirs et communications : nouveaux besoins et renouvellement

Les dépenses consacrées à l'**équipement du logement** ont augmenté en moyenne de 3 % l'an en volume et leur prix de 4,6 %. Au cours des années soixante et au début des années soixante-dix, période d'équipement massif des ménages, les hausses en volume ont été fortes (+ 6,7 % l'an en moyenne de 1960 à 1973). Elles ont ensuite été beaucoup plus modérées. Les acquisitions de mobilier ont même baissé au cours des deux dernières décennies. Les ménages ont en revanche profité des progrès technologiques en matière d'appareils ménagers. La quasi-totalité des ménages possède aujourd'hui un lave-linge et un réfrigérateur ou combiné réfrigérateur-congélateur (apparu au début des années soixante-dix), 60 % un four à micro-ondes (sur le marché depuis le milieu des années quatre-vingt), mais seulement 40 % un lave-vaisselle (apparu au début des années soixante-dix).

Également favorisées par les progrès technologiques, les dépenses de **communications**, ainsi que de loisirs et culture, ont nettement progressé en quarante ans. Les premières se sont accrues de 9,4 % en volume et de 3 % en prix. Les dépenses de **loisirs et culture** ont augmenté, en moyenne, de 4,5 % en volume et de 4,7 % en prix. Les ménages ont aussi marqué leur attachement aux animaux de compagnie (+ 7,7 % en volume).

Le tissu commercial s'est modifié. Les premières grandes surfaces spécialisées dans l'électroménager, l'électronique de loisirs et le bricolage ont vu le jour au cours de la deuxième moitié des années soixante. Elles se sont depuis développées, portées par ces marchés en expansion.

### La consommation de biens et services de santé un peu plus modérée au cours de la dernière décennie

La *consommation effective* des ménages en biens et services de santé (cf. *Définitions*), qui regroupe les dépenses effectivement supportées par les ména-

ges et celles supportées par la collectivité, a progressé elle aussi fortement. Chaque année ou presque, depuis quarante ans, elle augmente en volume plus rapidement que l'ensemble de la consommation. En moyenne, la hausse s'est élevée à 6,2 % par an. En revanche, la progression des prix a été un peu moins soutenue que celle de l'ensemble de la consommation : + 4,8 %, contre + 5,5 %.

C'est au cours des années soixante que la hausse en volume a été la plus marquée : + 9,4 % en moyenne. Elle a été soutenue par le développement de l'offre de soins, le progrès technique, l'augmentation de la durée de vie et l'amélioration de la protection sociale. Au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, plusieurs plans de maîtrise des dépenses de santé se sont succédés. L'accroissement est revenu à 5,6 % l'an entre 1980 et 1990 et il n'atteignait plus que 2,8 % entre 1990 et 2000.

Les trois quarts de la consommation en biens et services de santé sont pris en charge par la sécurité sociale, un peu moins en 1960, un peu plus aujourd'hui. La part de cette consommation dans l'ensemble de la consommation des ménages a augmenté progressivement en quarante ans, passant de 6 % à 13 %.

Autre volet de la consommation largement financée par les pouvoirs publics, les services d'éducation pèsent de 6 à 7 % du total de la consommation des ménages. Ils sont financés pour plus de 90 % par les pouvoirs publics. Leur progression en volume a été de 2,7 % par an en moyenne.

### Les ménages consacrent une part croissante de leur budget au logement

Les dépenses liées au logement ont nettement augmenté en quarante ans : + 4 % par an en moyenne en volume, malgré une hausse de prix soutenue (+ 6,4 %).

La croissance en volume des loyers a été très forte (+ 4,3 %) malgré des prix relatifs en hausse. Elle retrace l'accroissement du parc de logements, environ 15 millions d'unités, et l'amélioration de leur confort. Ainsi, plus de 80 % des logements sont aujourd'hui pourvus

d'installations sanitaires, de W.C. intérieurs et du chauffage central, contre moins de la moitié vingt-cinq ans plus tôt. Les logements sont plus spacieux et le nombre moyen de personnes par logement a progressivement diminué, passant de 3,1 au début des années soixante à 2,4 quarante ans plus tard.

Les loyers (y compris les loyers imputés pour les propriétaires - cf. *Définitions*), qui représentaient déjà plus de la moitié des dépenses de logement il y a quarante ans, y contribuent pour environ 70 % depuis une dizaine d'années. La majorité des ménages (55 %) sont propriétaires de leur résidence principale, contre 40 % quarante ans plus tôt. La part des loyers imputés est ainsi passée d'un peu moins du tiers en 1960 à environ 50 %. Les dépenses de chauffage et d'éclairage ont représenté de 30 % à 15 % du total des dépenses de logement, largement en fonction des chocs et contre-choc pétroliers.

### Les transports individuels préférés aux transports collectifs

De 1960 à 2000, les dépenses de transport ont augmenté, en moyenne, de 3,9 % l'an en volume et leur prix de 5,7 %. Les acquisitions de véhicules ont fortement progressé : + 5,5 %. En revanche, les dépenses d'entretien se sont accrues un peu moins rapidement que l'ensemble des dépenses de transport. Les parts en volume de ces deux postes de consommation s'élèvent chacune aujourd'hui à 30 % des dépenses de transport. Celle des achats de carburants et lubrifiants oscille depuis quarante ans entre 20 et 25 %. En valeur courante, les parts de ces trois types de dépenses sont plus erratiques.

Les ménages privilégient de plus en plus les transports individuels au détriment des transports collectifs, à l'exception des transports aériens. Ces derniers ont fortement progressé (+ 7,1 % en volume en moyenne). Ils concurrencent les autres modes de transport sur moyenne distance, quoique moins fortement aujourd'hui avec l'expansion des lignes TGV, et bénéficient plus récemment du développement des voyages à l'étranger.

## Produits alimentaires : une offre adaptée aux évolutions sociales

Depuis 1960, les dépenses alimentaires (y compris boissons alcoolisées et tabac) ont augmenté en volume de 2,2 % par an en moyenne et leur prix de 4,9 %. Toutefois, cette croissance s'est érodée progressivement : de l'ordre de 4 % dans les années soixante, elle est passée sous la barre des 3 % au début des années soixante-dix (à l'exception de 1978, marquée par une très forte baisse de prix). Depuis 1990, elle ne dépasse plus guère 1 % malgré des hausses de prix très modérées par rapport à celles des années soixante-dix et quatre-vingt.

La viande reste le premier poste du budget alimentaire (environ un quart), même si son poids est en léger retrait depuis une dizaine d'années. La part des produits laitiers a augmenté, tandis que celle des produits à base de farine a baissé ; ces parts sont sensiblement les mêmes depuis une dizaine d'années, de l'ordre de 11 % des dépenses alimentaires. Le poids des dépenses de tabac s'est accru, la politique de fortes hausses des prix mise en œuvre à partir de 1992 ayant pesé mécaniquement sur les dépenses en valeur ; leur part avoisine maintenant 10 %. Mais la dépense en volume a baissé de 1,5 % par an en moyenne depuis 1992, alors qu'elle avait augmenté de 3,1 % entre 1960 et 1991. Enfin, les ménages ont réduit la part de leur budget alimentaire qu'ils consacrent aux boissons alcoolisées : environ 9,5 % depuis une dizaine d'années, contre plus de 12 % au début des années soixante.

La grande distribution réalise aujourd'hui les deux tiers des ventes de produits alimentaires (hors tabac), contre la moitié dix ans plus tôt. Elle propose des gammes de produits étendues et sans cesse renouvelées. Son offre

s'est adaptée aux besoins d'une société transformée : femmes plus nombreuses à travailler et ménages de taille plus petite ont favorisé la baisse du temps passé à la préparation des repas et suscité l'équipement en congélateurs et micro-ondes, permettant la consommation de produits préparés. Ces derniers (y compris les surgelés) représentent ainsi aujourd'hui 26 % des dépenses alimentaires, contre 12 % en 1960.

## Décélération des achats vestimentaires

Les dépenses d'habillement ont augmenté modérément depuis 1960, de 1,8 % en volume et 4,9 % en prix, en moyenne annuelle. Les achats ont fortement ralenti en quarante ans : alors que, de 1960 à 1970, le taux de croissance annuel moyen en volume atteignait 5,2 %, il s'est très nettement réduit dès la décennie suivante (+ 1,4 %). Il y a même eu un recul de la consommation au cours de la première moitié des années quatre-vingt-dix. L'évolution des prix a suivi de près l'inflation générale.

Après des achats massifs au cours des années soixante, les ménages ont porté leur choix vers la qualité. Puis, alors que la progression de leur pouvoir d'achat ralentissait après les chocs pétroliers, ils ont de plus en plus recherché le meilleur rapport qualité-prix. L'offre de vêtements à prix modéré s'est étendue avec la délocalisation des productions, et les supermarchés et les hypermarchés ont élargi leurs rayons. Le phénomène des soldes s'est également développé. La tenue vestimentaire a évolué vers plus de décontraction.

## Sources

Les concepts de consommation des ménages présentés ici sont ceux de la base 1995 des comptes nationaux.

Les données de consommation des années 1999 et 2000 sont encore susceptibles de révisions.

Pour les années antérieures à 1990, les séries de consommation sont des séries réétalonnées : les données des bases précédentes ont été retranscrites dans les concepts et nomenclatures de la base 1995 et de nouvelles sources ont été mobilisées. De cette manière, des séries cohérentes sur longue période ont été établies et sont disponibles.

## Définitions

Le nouveau système européen de comptabilité nationale (SEC 95) distingue la **dépense de consommation des ménages** et la **consommation effective**. La dépense de consommation recouvre les dépenses que les ménages supportent réellement. La consommation effective comprend en outre les dépenses dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis mais qui sont supportées par l'État, la Sécurité sociale et les autres administrations. Sont ainsi incluses les dépenses de santé et d'éducation mais non, par exemple, les dépenses pour la défense nationale.

En comptabilité nationale, les **dépenses liées au logement** recouvrent essentiellement les loyers et les dépenses de chauffage et d'éclairage. Les loyers sont ceux versés par les locataires auxquels est ajoutée une estimation des loyers que paieraient les propriétaires pour leur logement (loyers dit imputés).

Sauf mention contraire, l'alimentation s'entend hors boissons alcoolisées et tabac.

## Bibliographie

Cédérom « 40 ans de consommation des ménages », Insee.

« Quarante ans de cinéma », *Insee première*, à paraître.

« La consommation alimentaire depuis quarante ans », *Insee première*, à paraître.

« La consommation automobile depuis quarante ans », *Insee première*, à paraître.

« La consommation d'énergie à usage domestique depuis quarante ans », *Insee première*, à paraître.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

## BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE Info Service, Service Abonnement B.P. 409, 75560 Paris CEDEX 12  
Tél. : 01 53 17 88 45 Fax : 01 53 17 89 77

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2002

Abonnement annuel =  70 € (France)  87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

**Direction Générale :**  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
**Directeur de la publication :**  
Paul Champsaur  
**Rédacteur en chef :**  
Daniel Temam  
**Rédacteurs :** J.-W. Angel,  
R. Baktavatsalou, C. Dulon,  
A.-C. Morin, B. Ouvré  
**Maquette :** P.T.  
Code Sage IP02832  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2002



**INSEE**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES